

LA C.E.E. ET L'EUROPE DE L'EST

LIBRARY
ER: East Bloc

la revue nouvelle

23^e ANNÉE — 1967 — TOME XLVI

Casterman — Tournai — Paris

dans les prochains numéros, vous pourrez lire :

Le projet de « L'Économie généralisée » selon

François Perroux

Yves Bonnefoy

Les parlementaires belges

Jean-Claude Renard, poète du Sacré

La vie et son origine selon les biologistes soviétiques

Les Églises chrétiennes aux U.S.A.

Les entretiens de groupe et le respect de la personne

Salut les parents !

L'économie hongroise

L'économie bulgare

La croissance et l'amour

Dialogue avec l'Incroyant

Désacraliser le baptême?

Une morale sexuelle dynamique

Pour ou contre l'examen de maturité?

Claude Vigée

Populorum Progressio

Commerce extérieur et développement

Les ordinateurs parmi nous

- Évolution et utilisation des ordinateurs

- Les ordinateurs et notre révolution

Dieu aujourd'hui

Marxisme et foi chrétienne

La chanson et les jeunes

La culture aujourd'hui

Jacques Berleur

Ellane Boucquoy

Frédéric Debuyst

Jean Delfosse

Antoine Elens

Gérard Fourrez

P. Froidevaux

J. Gérard-Libois

Pierre Helm

» »

Marguerite Joris

Jean Ladrière

Thierry Maertens

Docteur Marcoux

J. Van Mele

Denise Moeykens

Jacques Niqueaux

Baudouin Piret

Étienne Triaille

Robert Vander Gucht

» » »

P. Wankenne

Pierre Watté

La Revue publiera prochainement deux importants dossiers :

- L'enseignement libre aujourd'hui et demain**
- Bruxelles, ville ouverte**

la c.e.e. et l'europe de l'est

1. La consolidation de la C.E.E. : obstacle au rapprochement des Européens ?

A la question ci-dessus, la propagande soviétique et celle des États de l'Europe de l'Est¹ répondent inlassablement par l'affirmative. Même dans sa forme actuelle, la C.E.E. est présentée comme une entrave majeure à l'éventuelle solution « paneuropéenne »².

En Europe de l'Ouest également, les opinions proches des thèses communistes ne manquent pas, bien que leurs motivations puissent être différentes. Voici, à titre d'exemple, l'avis de M. Edgar Faure : *Il faut d'autre part considérer avec toute la gravité qu'il comporte le problème des pays de l'Europe centrale, qui comptent cent dix-huit millions d'hommes et qui aspirent à sortir de la situation anormale où ils se sont trouvés placés par l'effet de la politique stalinienne. Nous devons, sans doute, éviter qu'une structuration politique immédiate de la « petite Europe » ne fasse obstacle à cette opération d'accueil*³.

Plus récemment, M. Edgar Faure a développé sa pensée d'une façon détaillée en précisant entre autres : *La succession et le développement des contacts entre Paris et Varsovie, Bucarest, Prague, Sofia confirment les prévisions que l'on pouvait esquisser tout*

*au long de ces dernières années. L'entrée de ces pays essentiellement et historiquement européens dans une véritable organisation n'aurait rien d'une chimère. Et l'on ne saurait exclure, dans cette hypothèse, des passages du plan économique au politique. Non point sans doute que l'on puisse imaginer, du moins à terme visible, une formule de supranationalité ou de fédéralisme ; mais des liens politiques souples présenteraient de grands avantages...*⁴ *Il n'est pas opportun de créer une supranationalité de la petite Europe car cette mutation rendrait impossible soit l'extension vers l'Angleterre et l'A.E.L.E., soit l'extension vers l'Europe centrale, soit les deux. Or, l'une et l'autre de ces hypothèses d'élargissement pourrait de surcroît favoriser une « européisation » de l'indépendance*⁵.

Il nous semble que M. Edgar Faure a tort et les quelques considérations ci-dessous, de caractère essentiellement politique, ont pour but de montrer que le chemin censé conduire

1. Dans cet essai, en parlant de l'Europe de l'Est, nous pensons le plus souvent aux « Démocraties populaires ». Ce faisant, nous ne voulons pas nous engager dans la controverse relative à la question de savoir si la Russie appartient ou non à la civilisation européenne. Nous pensons seulement que par son gigantisme, sa situation géographique tant en Europe qu'en Asie, et par sa participation aux affaires asiatiques, l'U.R.S.S. exige un traitement à part.

2. Parmi les nombreuses sources que l'on peut évoquer pour justifier notre constatation, la revue soviétique *International Affairs* (Moscou), destinée au public occidental, offre une lecture particulièrement instructive.

3. L'article de M.E. FAURE dans *Le Monde*, 1^{er} décembre 1965.

4. E. FAURE, *Prévoir le présent*, Paris, 1966, pp. 172-173.

5. Ibidem, p. 175.

à un rapprochement entre les deux moitiés du Vieux Continent est tout autre que celui proposé par l'homme d'État français.

Pour qu'un rapprochement entre l'Ouest et l'Est de l'Europe puisse se faire, il est indispensable que l'Ouest représente une force d'attraction tant pour l'opinion publique que pour les gouvernements des pays de l'Est. Il faut préciser tout de suite que l'opinion publique dans ces pays ne doit nullement être négligée sous prétexte qu'elle ne peut pas jouer un rôle important sous le régime de la « dictature du prolétariat ». En fait, elle gagne du poids depuis l'effondrement du stalinisme et depuis le « Dégel », et les gouvernements sont de plus en plus contraints à compter avec elle. Ce développement est irréversible et les tentatives du pouvoir en Union Soviétique et dans les « Démocraties populaires » pour faire marche arrière sont vouées à l'échec.

Le véritable attrait de l'Ouest

Il convient de souligner avec insistance — car cela ne paraît pas avoir été pleinement saisi à l'Ouest — que celui-ci a perdu beaucoup de son attrait traditionnel aux yeux de l'Europe de l'Est, à la veille et pendant la dernière guerre et dans les années qui l'ont suivie. L'Ouest a capitulé devant Hitler à Munich,⁶ a subi des défaites humiliantes, a abandonné à nouveau ses alliés à Yalta, a reculé devant le communisme⁷.

Si une chose a restauré l'attrait de l'Ouest dans l'opinion des pays de l'Est, c'est l'expérience de la Communauté Économique Euro-

péenne. La « balkanisation » de l'Europe, avant la dernière guerre, avait conduit à la catastrophe et placé les nations du Vieux Continent sous l'hégémonie étrangère ; les Européens de l'Est sont encore plus conscients de cette vérité que ceux de l'Ouest, car la catastrophe les a touchés plus durement et l'hégémonie étrangère qu'ils perçoivent est plus tangible. Par conséquent, les peuples toujours enfermés dans les frontières de leurs « États nationaux » ne peuvent que regarder avec respect l'expérience occidentale qui a uni des nations autrefois ennemies par une coopération organique, qui a conduit rapidement à la suppression des frontières et qui a jeté les fondements d'une véritable indépendance de l'Europe.

D'autre part, les peuples qui sont toujours exposés à la pénurie et à des restrictions de liberté ne peuvent que sentir une vive sympathie pour une communauté de six nations au sein de laquelle le niveau de vie de toutes les classes ne s'est pas seulement élevé mais encore s'accroît rapidement, dans laquelle la

6. L'énorme traumatisme causé chez les Tchèques par l'accord de Munich est présenté par R. Luza dans son livre bien documenté, *The Transfer of the Sudeten Germans, A Study of Czech-German Relations 1933-1962*, New York, 1964. Le grand succès des communistes aux premières élections législatives tchécoslovaques, après la guerre — les seules élections libres en Europe de l'Est depuis 1945 — est une conséquence politique de ce traumatisme.

7. Dans mon essai « Der Westen in den Augen der Osteuropäer », *Frankfurter Hefte*, octobre 1962, j'ai présenté quelques traits de l'attitude critique à l'égard de l'Ouest de l'opinion publique non communiste en Europe de l'Est.

liberté des individus et des groupes humains est respectée et les affaires communes réglées aux yeux de tous et non pas dans le secret des ministères et des Bureaux politiques. De ce fait, les nouvelles sur le développement de la C.E.E., pénétrant en Europe de l'Est par l'intermédiaire des radiodiffusions occidentales, ou par d'autres moyens, y sont reçues avec un très grand intérêt.

De cet intérêt témoignent les récits des voyageurs visitant les pays de l'Est, les lettres des lecteurs paraissant dans la presse et exigeant plus d'informations sur la C.E.E., le nombre rapidement croissant, dans tous ces pays, des publications destinées à inculquer aux citoyens le point de vue officiel sur l'intégration occidentale, et même certaines énonciations communistes. Ainsi, l'un des experts du régime polonais pour les problèmes de la C.E.E. écrit dans un livre publié en 1965 : *On attend énormément des processus d'intégration de l'Europe de l'Ouest. D'où on peut expliquer l'immense intérêt pour ces problèmes, que nous constatons aussi en Pologne. De ces problèmes s'occupent non seulement les milieux qui son professionnellement concernés par eux, tels les représentants des disciplines scientifiques intéressées et les personnalités responsables de l'activité politique, mais aussi, dans un non moindre degré, les vastes couches de la société*⁸.

Par conséquent, il semble hors de doute que ce n'est pas un « gel » de la C.E.E., mais son progrès, son extension dans la sphère politique, sa démocratisation, le développement de ses institutions supranationales, qui peuvent augmenter la force d'attraction de

l'Ouest sur l'opinion publique de l'Europe de l'Est.

Si l'on considère notre problème non plus au niveau des citoyens mais à celui des gouvernements de l'Est, on arrive à la conclusion que la consolidation de la C.E.E. a la plus grande chance de provoquer un rapprochement durable et fructueux entre les deux moitiés de l'Europe. Aussi longtemps que le progrès de l'intégration ne sera pas irréversible, que les divergences entre États membres secoueront les structures communautaires, qu'il n'y aura pas de véritable politique commune, les vieux réflexes communistes joueront dans les capitales de l'Est. Ces réflexes dicteront la politique traditionnelle de division, de dosage des faveurs et des discriminations entre les nations occidentales, avec toujours comme but idéal, l'affaiblissement de l'Ouest et l'extension du système de la « dictature du prolétariat ».

L'affermissement de la C.E.E., sa transformation en un ensemble tant politique qu'économique, le renforcement et la démocratisation des organes communautaires⁹, en un

8. Z. NOWAK, *Koncepcja integracji Europy Zachodniej* (La conception de l'intégration de l'Europe occidentale), Poznan, 1965, p. 8.

9. La démocratisation du pouvoir communautaire serait sans doute d'une importance particulière pour augmenter la force d'attraction de la C.E.E. en Europe de l'Est et couperait court à l'un des principaux arguments de la propagande communiste dirigée contre la C.E.E. Dans l'article « Linking East and West », publié par le *Times* de Londres, le 3 mars 1966, M. Imre Vajda, économiste hongrois bien connu et professeur à l'Université de Budapest, constate : « L'idée d'union dans sa forme contemporaine est une idée de technocrates, non pas d'humanistes ».

mot : les preuves irréfutables de l'unité des six nations occidentales obligeront les gouvernements de l'Est à reconnaître l'intégration de l'Ouest comme une réalité stable, à abandonner définitivement les spéculations et les espoirs dictés par la doctrine, et à chercher un rapprochement et une coopération avec l'Ouest.

Options politiques et réalités économiques

Un facteur pousse les équipes dirigeantes de l'Est dans cette direction, malgré toutes les réserves d'ordre idéologique, c'est l'intérêt économique. La situation des « Démocraties populaires » est très difficile, leurs besoins en crédits et en biens d'investissement sont immenses, la nécessité d'accroître le commerce extérieur pour moderniser l'économie et élever le niveau de vie est extrêmement pressante. L'U.R.S.S., étant elle-même aux prises avec de graves difficultés économiques et politiques, ne peut pas répondre aux besoins des « Démocraties populaires » dans une proportion importante. Mais, aucune des nations de l'Europe de l'Ouest séparément ne le peut non plus. Seule, la C.E.E. en tant qu'ensemble, grâce à ses immenses ressources, représente pour l'Europe de l'Est la possibilité d'une coopération et d'une assistance économique à la mesure de ses besoins.

Les succès de l'intégration à la fin des années 1950 et au début des années 1960 ont conduit M. Khrouchtchev à faire dans la revue *Kommunist* (12/1962) une déclaration significative qui, à l'époque, semblait marquer un tournant dans la politique de l'U.R.S.S.

et, par conséquent, dans celle des « Démocraties populaires » à l'égard de la C.E.E. : *les impérialistes, malgré leurs contradictions, parvenaient à réaliser à l'échelle internationale, encore qu'incomplètement, leur coopération économique dans certains secteurs importants... Ce serait faire preuve de légèreté et de myopie politique que de ne pas prêter attention aux desseins et aux agissements des chefs de file de l'intégration européenne... En même temps, nous tenons compte des tendances objectives à l'internationalisation de la production qui sont à l'œuvre dans le monde capitaliste et c'est en harmonie avec elles que nous établissons notre politique et adoptons nos mesures économiques. A cet égard, se pose la question de la possibilité d'une collaboration économique et d'une compétition économique pacifique non seulement entre les différents États ayant des régimes sociaux différents, mais encore entre leurs unions économiques.*

Dans le schéma de pensée communiste, où l'identification de ce qui est *historique* et *objectif*, opposé à *anti-historique* et *subjectif*, joue un rôle si important, la C.E.E. fut donc placée dans la première catégorie. La reconnaissance formelle de la Communauté par l'U.R.S.S. et par les autres États communistes européens parut imminente. *Les dix-sept thèses* sur l'intégration occidentale, élaborées en 1957 par l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de Moscou pour orienter la lutte du communisme international contre la C.E.E., furent remplacées, presque simultanément à la parution de

l'article de M. Khrouchtchev, par un nouveau document : *Les trente-deux thèses*¹⁰.

La comparaison des *Thèses* de 1957 avec celles de 1962 permet de saisir l'évolution de l'attitude de Moscou vis-à-vis de l'intégration de l'Europe de l'Ouest. Originellement, la création des Communautés fut présentée comme l'œuvre de l'impérialisme américain (thèse 5/1957), vouée à l'échec selon les lois de l'histoire (thèse 9/1957). Cinq années plus tard, c'est l'alliance franco-allemande qui est identifiée comme *l'épine dorsale de l'intégration* (thèse 8/1962), et la viabilité et le succès de la C.E.E. sont reconnus : *Le rythme de développement économique des pays du Marché commun ayant été plus rapide que celui des États-Unis, il en résulte une augmentation de la part des premiers dans la production capitaliste mondiale, le commerce international et les réserves d'or. Pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, la possibilité de créer un « centre d'attraction » égal ou comparable aux États-Unis quant aux ressources humaines et matérielles, au volume de la production industrielle et au commerce extérieur a commencé à se dessiner...* (thèse 12/1962)¹¹.

Cependant, la série de crises qui a secoué la C.E.E. depuis le début de 1963 a arrêté et renversé le courant qui s'était fait sentir en Europe de l'Est, l'année précédente. La reconnaissance de la C.E.E. n'a pas eu lieu. La division de l'Ouest est à nouveau devenu l'objectif politique du Bloc de l'Est¹². Sur le plan théorique, on est revenu à la conception des *Thèses* de 1957, selon laquelle la C.E.E. est l'œuvre et l'instrument d'une puissance

non européenne. A la veille du dixième anniversaire du Traité de Rome, dans un article consacré à la C.E.E. et marqué par une extraordinaire hostilité, les *Izvestia* de Moscou ont affirmé que la Communauté *continue de servir des intérêts étrangers aux pays européens*.

La propagande soviétique présentait, ces dernières années, la C.E.E. comme une organisation extrêmement nocive, anachronique à l'heure de la coexistence pacifique, rongée par des crises et menacée dans son existence. Un lecteur occidental peut facilement s'en rendre compte en feuilletant la revue moscovite *International Affairs*, déjà évoquée plus haut ; il ne manquera pas non plus de noter que les désirs y sont souvent pris pour des faits¹³. Les États de l'Europe de l'Est, bien

10. Cf. les textes intégraux de ces deux documents dans la traduction française faite par Bernard DUTORT, dans l'annexe de son important livre : *L'Union Soviétique face à l'intégration européenne*, Lausanne, 1964, pp. 183-235.

11. A propos de l'évolution de l'attitude des États et des partis communistes face à l'intégration occidentale, cf. mon essai « Le Bloc communiste et l'intégration européenne », *Synthèses*, juillet-août 1966. L'essentiel de la littérature relative à ce sujet peut y être trouvé dans la note bibliographique.

12. Cf. le livre, à l'heure actuelle célèbre, de Z. Brzezinski, *Alternative to Partition*, New York-Toronto-Londres, 1965, passim, et G. Zellentin, *Die Kommunisten und die Einigung Europas*, Frankfurt am Main-Bonn, 1964, p. 118.

13. Il est instructif de citer quelques-uns des articles concernant la C.E.E., parus dans *International Affairs* au cours des trois dernières années : N. YURYEV, « E.E.C. : The Maze of Agricultural Integration », janvier 1964 ; E. BASKAKOV, « E.E.C. : Uncertain Compromise », février 1964 ; O. LIMASHKODA, « West European Integration endangers Neutrality », mars 1964 ; M. PAVLOVA, « E.E.C. : Another

que des nuances dans leur attitude méritent l'attention, ont dans une large mesure imité les Soviétiques. A titre d'exemple, on peut évoquer le très grand effort entrepris en 1966 par les instances de propagande polonaise pour distribuer dans toute l'Europe le livre de S. Albinowski, consacré à la C.E.E. et caractérisé par une hostilité virulente à l'égard de celle-ci¹⁴. Il est intéressant d'ajouter que, dans l'attitude des partis communistes occidentaux vis-à-vis de la C.E.E., on peut également noter un certain ajustement à la ligne dure suivie par Moscou, depuis 1963. Le 25 mars 1967, *L'Humanité* — comme si elle faisait écho aux attaques lancées contre la C.E.E. à Moscou, le jour précédent — déclarait : *Produit de la guerre froide, le Marché commun n'a pas réussi à atteindre le but de ceux qui l'avaient porté sur les fonts baptismaux et surtout de ses parrains américains... Le Marché commun est pourtant parvenu à diviser profondément l'Europe et constitue, sur le plan économique, le plus important obstacle au développement des échanges — et des relations de toutes sortes — entre les pays ouest et est-européens.*

La politique française

La puissance occidentale créditée par les gouvernements communistes des crises de la C.E.E., jouissait, ces dernières années, de la bienveillance de la diplomatie et de la propagande de ces gouvernements. Les relations entre la France et les États de l'Est abonderont aussi, et abonderont sans doute dans le proche avenir, en manifestations spectacu-

lares — visites, réceptions, discours, etc. Tout cela ne peut cependant pas satisfaire ceux qui ont à cœur une véritable et durable coopération entre l'Est et l'Ouest.

Le rapprochement entre la France et les États communistes n'est pas synonyme de rapprochement entre ceux-ci et l'Europe occidentale. L'évolution des relations Est-Ouest vers une multitude de contacts bilatéraux, entraînée par la politique de la V^e République, permet au gouvernement soviétique et à ceux des « Démocraties populaires » d'opérer une différenciation parmi les nations occidentales, selon une gamme allant de « l'amie privilégiée », la France, jusqu'à la « bête noire », la République Fédérale. Nul besoin de dire qu'une telle situation ne joue pas en faveur de la cohésion de la C.E.E., ni de l'Ouest en général. Cette situation ne joue pas non plus en faveur d'une stabilité à long terme en Europe.

Les relations commerciales entre la France et les États du Bloc soviétique sont infimes par rapport au volume total du commerce extérieur tant de celle-là que de ceux-ci. Ces relations ont eu, pendant plusieurs années, une tendance décroissante par rapport à l'ensemble des échanges entre la C.E.E. et le

Impasse », juin 1964 ; S. BEGLOV, « Big Snag in Little Europe », janvier 1965 ; M. MAXIMOVA, « Trouble and Strife of West European Integration », mars 1965 ; A. GONCHAROV, « E.E.C. paralysed », septembre 1965 ; M. MAXIMOVA, « Confidence Crisis in the European Community », janvier 1966 ; I. LEMIN, « Crisis of West European Integration and its Political Aspects », mai 1966.

14. Édition française, parmi d'autres en langues occidentales : S. ALBINOWSKI, *La politique commerciale de la C.E.E.*, Varsovie, 1966.

Bloc soviétique. Le seul pays de la C.E.E. qui a réussi à accroître sensiblement son commerce avec l'U.R.S.S. et les « Démocraties populaires » — et à dépasser de loin la France, dans ce domaine — est l'Italie. Avec une participation aux échanges entre le Marché commun et le Bloc de l'Est s'élevant à peu près à un cinquième du total, la France est aujourd'hui distancée non seulement par l'Italie mais encore davantage par la République Fédérale qui accumule à elle seule plus de la moitié de ces échanges¹⁵. Les récents contacts entre la France et les pays de l'Est ont montré que les possibilités d'accroissement des échanges et de la coopération économique sont très restreintes. Il n'y a donc aucune nécessité économique, aucun facteur « objectif » solide, qui puisse jouer en faveur d'un rapprochement durable entre la France et ses partenaires orientaux. Une nouvelle conjoncture politique peut gâter les relations franco-est-européennes aussi facilement et rapidement que ces relations ont pris la chaleur qui les caractérise aujourd'hui pour l'opinion publique générale.

Jusqu'en 1963, la France du général de Gaulle fut la cible de la propagande communiste, particulièrement mordante au moment du rapprochement avec la République Fédérale et du refus du gouvernement français de signer le Traité sur l'arrêt des essais nucléaires¹⁶. Étant donné le caractère négligeable de la base économique des relations entre la France et l'Europe de l'Est, un nouveau virage dans ces relations est d'autant plus possible que les États et les partis communistes restent foncièrement hos-

tiles au régime actuel de la France, malgré toutes les opérations politiques et diplomatiques d'ordre tactique. Les réactions aux résultats des dernières élections législatives françaises en fournissent une illustration éloquente¹⁷. Pour les gouvernements communistes, la perspective d'être « accueillis » (pour reprendre l'expression de M. Edgar Faure) par l'Europe de l'Ouest est répugnante, et dans les déclarations réservées à l'usage essentiellement interne, on ne manque pas de le dire avec une parfaite clarté. Au colloque consacré à l'intégration de l'Europe occidentale — tenu à Poznan en septembre 1965 et réunissant des experts polonais, soviétiques, tchécoslovaques et est-allemands — le principal rapport politique qui a créé en

15. Cf. R. SANNWALD, « Die Handelsbeziehungen zwischen der E.W.G. und dem Ostblock », *Osteuropa Wirtschaft*, juin 1966 ; C. A. Ehrhardt, « E.W.G. und die Koordinierung des Osthandels », *Aussenpolitik*, juin 1965 ; et le n° 15 (1967), consacré pour la plupart aux échanges entre l'Est et l'Ouest, de la revue *Structures et Conjoncture Économiques*, éditée par le Club Jean Moulin.

16. Cf. dans *International Affairs* de Moscou, l'article non signé « France — West Germany : Boon-Paris Axis in Action », août 1962 ; V. POLININ, « The Economic Foundation of the Paris-Bonn Axis », novembre 1962 ; Y. ZHUKOV, « Paris-Bonn Alliance : Who stands to gain ? », août 1963 ; et la réponse à la question d'un lecteur « The Fouchet Plan », avril 1964. Cf. aussi « Notenwechsel zum Protest der Sowjetunion gegen den deutsch-französischen Vertrag », *Europa-Archiv*, 10 novembre 1963 ; et le livre polonais sur le général de Gaulle, venimeux dans la critique de celui-ci, *Czas generala* (Le temps du général), Varsovie 1965.

17. Cf. à titre d'exemple, la correspondance de B. MARGUERITTE, « Varsovie : la gauche sera au pouvoir dans un proche avenir », *Le Monde*, 16 mars 1967.

quelque sorte un cadre idéologique approprié pour les autres contributions affirmait : *L'Allemagne de l'Ouest ainsi que la France visent à attirer l'Europe de l'Est dans l'orbite du Marché commun par différents moyens. Cela signifierait pour l'Europe de l'Est l'arrêt de l'industrialisation, la perte de l'indépendance économique et politique, la transformation en une région semi-coloniale, la soumission au dictat du capital monopoliste ouest-européen...*¹⁸.

En outre, malgré tous les encouragements que la diplomatie et la propagande des États communistes n'épargnent pas au gouvernement français, on fait preuve, en Europe de l'Est, d'un certain scepticisme en ce qui concerne l'efficacité de l'actuelle politique française dans la réalisation des objectifs considérés comme souhaitables par les gouvernements communistes. Le principal hebdomadaire politique de Pologne, connu comme le porte-parole des cercles dirigeants, écrivait récemment : *De Gaulle a-t-il réussi à arrêter certains processus d'intégration qui sont, en réalité, des facteurs approfondissant la désintégration de l'Europe en tant qu'ensemble ? En partie seulement, car quelques-uns de ces processus sont irréversibles, en particulier ceux qui correspondent aux nécessités objectives, surtout économiques*¹⁹.

Le rapprochement fragile entre la France et les États de l'Est n'est pas vraiment un facteur déterminant dans un rapprochement entre les deux moitiés de l'Europe. Qu'il nous nement français, on fait preuve, en Europe de l'Ouest cohérente dans sa structure et sa politique peut — grâce à sa stabilité et à ses

possibilités d'échanges et d'assistance économiques — constituer pour l'Europe de l'Est le partenaire d'un rapprochement fécond, durable, conduisant à la réunification du Vieux Continent.

2. L'Europe de l'Est dans l'impasse. Sa chance : l'unification

Pour que l'Europe de l'Est puisse resserrer ses liens avec celle de l'Ouest, elle devrait consolider son indépendance face à la superpuissance soviétique. Or, le microcosme des petits « États nationaux » ne favorise pas une indépendance réelle ; celle-ci peut être atteinte par une coopération étroite et volontaire. John Pinder observe à juste titre : *Certes, le polycentrisme représente un progrès par rapport aux systèmes d'hégémonie qui l'ont précédé ; mais poussé à sa conclusion logique, il risque d'aboutir à une « balkanisation ». C'est au « refus organisé » de toute hégémonie — qui caractérise la C.E.E., d'après le professeur Hallstein — qu'il faudrait aboutir, plutôt qu'au « refus désorganisé » que représente le polycentrisme. Une Europe orientale unie, entre la Russie et l'Occident, et trop puissante pour être dominée par l'une ou par l'autre, constituerait*

18. J. KRASUSKI, « Zasadnicze tendencje w dziejach politycznych Europy Zachodniej 1945-1965 » (Les tendances principales dans l'histoire politique de l'Europe occidentale 1945-1965), *Przegląd Zachodni* (Revue Occidentale), Poznań, 5-6/1965.

19. H. ZDANOWSKI, « Lansowanie Europy » (Le lancement de l'Europe), *Polityka*, Varsovie, 11 mars 1967.

*une entité bien plus stable, sans hégémonie ni polycentrisme...*²⁰.

L'existence et le progrès de la C.E.E. produisent, comme dans une réaction en chaîne, des tendances à l'intégration dans d'autres régions du monde. Sans doute, poussent-ils l'Europe de l'Est dans la même direction. L'objectif d'une union des « Démocraties populaires », semblable à celle des nations ouest-européennes, pourrait capter l'imagination et l'enthousiasme des sociétés des pays de l'Est et surtout ceux de l'intelligentsia qui y joue traditionnellement un rôle très important. Il est probable que les équipes dirigeantes aussi pourraient s'identifier à cet objectif dans un avenir pas trop lointain, et pas seulement par suite d'une pression d'en bas : dans quelques années, la génération plus jeune, plus intelligente, plus pragmatique prendra la relève des dirigeants du type d'Ulbricht ou de Novotny, aux horizons étroits, corrompus à l'école stalinienne, hantés par la peur et la suspicion, prisonniers des dogmes.

La cristallisation de l'objectif d'intégration, tant parmi les populations que parmi les dirigeants de l'Europe de l'Est, serait d'une portée immense. Elle conduirait à une rationalisation de l'économie et à une élévation du niveau de vie, remplacerait l'hégémonie soviétique par un *partnership* semblable à celui qui unit l'Europe de l'Ouest et l'Amérique, donnerait aux peuples est-européens le sens de la sécurité face à l'Allemagne, créerait les conditions d'un rapprochement réel entre les deux moitiés de l'Europe. Mais elle aurait encore un autre rôle à jouer : créer

une alternative politique capable d'assurer une évolution pacifique et organique de l'Europe de l'Est que la stérilité et les contradictions du communisme exposent aujourd'hui à de graves dangers.

Le communisme en crise

Compagnon de route du communisme pendant de longues années, Pietro Nenni a donné dans son discours au trente-sixième congrès du parti socialiste italien une analyse pénétrante du caractère des États et des sociétés est-européennes contemporains : *La dictature du prolétariat est devenue hégémonie du parti sur les travailleurs, de l'appareil sur le parti, souvent d'un seul homme sur l'appareil ; un système permanent de construction autoritaire et bureaucratique du socialisme, à partir du sommet, et d'étouffement de la démocratie qui, selon Marx, est la forme la plus haute de l'émancipation*²¹.

Ce qui marque, aujourd'hui, la situation du communisme en Europe de l'Est, c'est son aliénation de la société et, surtout, de la classe ouvrière et de la jeunesse. Dans son discours au vingt-troisième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., l'année dernière, M. Brejnev a constaté que les ouvriers représentent seulement 37,8 % des membres du parti, c'est-à-dire un groupe bien inférieur en nombre à celui des bureaucrates. La situation n'est pas sensiblement meilleure en Pologne ; selon une information publiée par *Trybuna*

20. J. PINDER, « Marché commun et Comecon », *Preuves*, novembre 1966.

21. *Le Monde*, 14/15 novembre 1965.

Lud, le principal organe quotidien du « Parti ouvrier polonais unifié », les ouvriers représentent 41 % des membres de ce dernier.

Le rejet du communisme par la jeune génération est encore plus frappant. La Pologne — où les années de « Dégel » ont permis l'exécution de recherches sérieuses et objectives sur divers aspects de la vie sociale et politique — fournit à cet égard des exemples précis. Les années où la publication des matériaux statistiques, même embarrassants, fut pratiquée, la proportion des jeunes de 25 ans et moins parmi les membres du parti tomba très rapidement : de 15,9 % en 1955, 13 % en 1956 et 10 % en 1957 à 6,8 % en 1958²². L'appartenance au parti parmi l'élite intellectuelle de la jeunesse — les étudiants — est excessivement rare. Environ un quart des étudiants, seulement, font partie des organisations officielles de jeunesse bien que cette adhésion soit considérée comme une chose inoffensive et que l'on s'y inscrive « pour appartenir à quelque chose » et pour se procurer un alibi utile dans le système totalitaire²³.

Actuellement le trait essentiel des États communistes de l'Europe de l'Est est la dictature de la « nouvelle classe » de bureaucrates sur l'immense majorité de la population. L'objectif principal de la « nouvelle classe » consiste à défendre sa situation privilégiée face à l'insatisfaction de la société et surtout à celle du groupe le plus dynamique — la jeune intelligentsia. Les fronts politiques ne tranchent pas à l'heure actuelle comme au lendemain de la guerre lorsque commençait « la construction du socialisme » en Europe

de l'Est. Il n'y a plus cette opposition nette entre le parti — peu nombreux et soutenu par l'Armée Rouge — et la population. Une autre division existe : entre d'une part, les représentants de la « nouvelle classe » dans le parti, souvent les éléments les plus corrompus et les plus attardés, et leurs alliés « non-parti » de toutes sortes, groupuscules chrétiens « patriotes » inclus — et d'autre part, l'immense majorité de la population mécontente et, avec elle, tout ce qui, dans le parti, est intelligent, sincère et idéaliste. La critique la plus pénétrante du système communiste n'a-t-elle pas été faite par des communistes de l'Europe de l'Est ? Il suffit de rappeler les noms de Djilas, Nagy ou Bienkowski²⁴, suivis par une légion de jeunes parfois encore plus brillants.

22. Cf. le principal organe théorique du « Parti ouvrier polonais unifié », *Nowe Drogi* (Nouvelles Voies), Varsovie, juin 1956 et décembre 1958.

23. Cf. *Nowe Drogi*, janvier 1963, et *Zycie Szkoły Wyzszej* (Vie de l'École Supérieure), Varsovie, octobre 1964.

24. Cf. M. DJILAS, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, 1957 ; I. NAGY, *On Communism*, New York, 1957 ; W. BIENKOWSKI, *Rewolucji Ciąg Dalszy* (Le prolongement de la Révolution), Varsovie, 1957. Le dernier auteur — ministre polonais de l'éducation après le retour au pouvoir de Gomulka, puis limogé sous l'accusation de révisionnisme — a donné, à notre avis, une analyse du système communiste supérieure par son intelligence et sa profondeur à celles des deux premiers. Malgré cela, la collection de ses essais, citée plus haut, n'a pas été, à notre connaissance, traduite dans des langues occidentales. Bienkowski désigne par « la classe fermée » le groupe social que Djilas appelle « la nouvelle classe ».

Les dangers d'explosion

La révolte contre le système d'oppression et d'exploitation établi par Staline en Europe de l'Est a été réprimée en 1956 et dans les années suivantes. Le groupe du parti qui s'est associé à cette révolte — étiqueté « révisionniste » par ses adversaires — a subi une défaite²⁵. Mais le mécontentement et le révisionnisme persistent et menacent l'ordre existant. Ces dernières années, de nombreux événements ont montré que les tensions intérieures montent en Europe de l'Est. En Union Soviétique, le procès de Siniavski et Daniel a révélé d'une façon dramatique l'existence du ferment dans l'intelligentsia russe. L'affaire Mihajlov a prouvé qu'en Yougoslavie, la situation n'est pas calme non plus. En Pologne, le manifeste des 34 intellectuels les plus éminents contre la politique culturelle du gouvernement, au printemps de 1964, et la protestation de 22 écrivains et savants appartenant au parti, en novembre 1966, illustrent l'aliénation du régime à l'élite spirituelle du pays, tant marxiste que non-marxiste. Ayant saisi les éléments les plus cultivés de l'intelligentsia, le ferment rayonne de plus en plus. La presse occidentale bien informée signale une effervescence parmi les étudiants.

Le pouvoir communiste n'est pas, aujourd'hui, en mesure de retourner à la terreur de type stalinien, mais il n'a pas non plus le courage d'entreprendre une démocratisation et une véritable politique de bon sens, dans les domaines économique et culturel, craignant à juste titre que de telles mesures

mettent en danger la position privilégiée de la bureaucratie omnipotente. D'où, la bascule incertaine entre la détente et la répression limitée, laquelle comprend toute une gamme de mesures : arrestations des individus, expulsions du parti, musellement des écrivains, des professeurs et des journalistes, vexations administratives, intimidation, organisation des « condamnations spontanées » bien connues des déviationnistes et des intellectuels indociles « faisant le jeu de l'impérialisme ». Il en résulte, dans plusieurs « Démocraties populaires » et surtout en Pologne, la plus importante d'entre elles, ce climat de stagnation, de pourrissement, de frustration, de mécontentement général qui frappe les observateurs pénétrants²⁶. Si le ferment qui ronge le milieu intellectuel et étudiantin se transporte sur la classe ouvrière — ce qui n'est pas difficile, l'intelligentsia technique servant de trait d'union entre les intellectuels et les usines — l'Europe affrontera une situation semblable à celle de 1956. Un politologue français bien connu a observé très justement : *L'histoire montre que les mécontentements populaires surgissent le plus souvent non pas dans les sociétés immobiles, mais quand s'arrête un mouvement réformateur dont les premiers résultats ont soulevé de grands espoirs. Une nation figée dans la terreur et les privations, comme l'U.R.S.S. de 1953,*

25. Cf. L. LABEDZ, ed., *Revisionism - Essays on the History of Marxist Ideas*, New York, 1962.

26. Cf. Z. RAPACKI, « Pour un "plan Marshall" à l'Est », *Le Monde*, 7 août 1965 : « La Pologne, homme malade de l'Europe de l'Est, suit une marche en arrière et ses dirigeants sont à la recherche d'un équilibre introuvable ».

aurait mieux supporté la stagnation récente que l'U.R.S.S. de 1964...²⁷. Mais l'opinion publique générale de l'Occident ne semble pas se rendre compte que le danger pour la stabilité de l'Europe, inhérent à la crise contemporaine du communisme, est réel et peut-être proche.

Les risques qu'impliqueraient une nouvelle explosion dans les pays est-européens sont très graves. C'est pourquoi chaque homme sensé, qu'il soit communiste ou anti-communiste, de l'Est ou de l'Ouest, préfère que ces pays évoluent pacifiquement vers un modèle de société plus humaine et plus prospère. Au moment où le communisme a épuisé sa force d'attraction, où il n'est pas en mesure de répondre aux besoins complexes des sociétés industrielles dont il a précipité la formation, le programme de création d'un ensemble multinational est-européen — garant d'un progrès économique plus rapide, d'indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., de sécurité vis-à-vis de l'Allemagne, d'un rapprochement avec l'Ouest sur un pied d'égalité — pourrait mieux que toute autre solution prendre la relève d'une idéologie périmée, saisir l'imagination des sociétés, cristalliser les objectifs des équipes dirigeantes et assurer le développement pacifique de l'Europe de l'Est dans un sens avantageux pour le Vieux Continent tout entier.

La consolidation de la C.E.E. fournissant l'exemple et le stimulant pour un processus analogue en Europe de l'Est, servirait mieux que n'importe quelle autre mesure une telle évolution des choses.

3. Le nationalisme : une solution pour l'Est ?

L'existence et le progrès du Marché commun prouvent aux Européens de l'Est que l'intégration peut prendre une forme qui ne menace nullement l'existence des nations, mais qui constitue plutôt le meilleur cadre pour un épanouissement de leur économie et de leur culture, et pour un rayonnement de leurs qualités particulières. Quand on a l'occasion d'écouter les représentants de pays est-européens — par exemple, dans des colloques internationaux — et quand, d'autre part, on est quelque peu familiarisé avec le « langage ésotérique » dont ils se servent pour discuter des affaires publiques, l'impression s'impose que leur critique de l'intégration occidentale et leur insistance sur la nécessité de sauvegarder la souveraineté illimitée de l'État-nation sont, au fond, une forme de protestation contre « l'intégration » pratiquée à l'Est.

Une multitude de raisons fait que la coopération dans le cadre du COMECON est loin d'être satisfaisante et qu'elle cause de sérieuses inquiétudes aux Européens de l'Est²⁸. Mais surtout l'écrasante disproportion

27. M. DUVERGER, « Dialectique de la déstalinisation », *Le Monde*, 30 octobre 1964.

28. Cf. les livres de M. KASER, *COMECON - Integration Problems of the Planned Economies*, Londres, 1965, Von Jens HACKER et A. USCHAKOW, *Die Integration Osteuropas 1961 bis 1965*, Cologne, 1966, et les articles particulièrement intéressants de A. ZAUBERMAN, « The Soviet Bloc and the Common Market », *The World Today*, janvier 1963, de R. S. JASTER, « The Defeat of Khrushchev's plan to integrate Eastern Europe », *The World Today*,

entre la puissance économique, militaire et politique de l'U.R.S.S. et celles des « Démocraties populaires » fait craindre aux citoyens et même aux dirigeants communistes de ces dernières que le COMECON conduise à une dépendance de plus en plus grande à l'égard du géant soviétique. Les mauvaises traditions sont encore vives dans les mémoires : entre 1945 et 1956, l'exploitation des pays est-européens a donné à l'U.R.S.S. un gain net estimé par les spécialistes à 20 milliards de dollars²⁹. Étant donné que ces pays avaient été détruits par la guerre d'une façon sans précédent, qu'ils subissaient des changements de frontières et des transferts de population et entreprenaient une transformation économique et sociale fondamentale, l'exploitation soviétique a sans doute sensiblement accru la misère qui a finalement conduit les ouvriers est-européens sur les barricades, en 1956. La lettre du parti communiste chinois aux dirigeants soviétiques du 29 février 1964, rendue publique par Pékin et stigmatisant l'exploitation économique par l'U.R.S.S. des pays de l'Europe de l'Est exaspéra les griefs existant dans ces pays.

Outre une absorption économique progressive par l'U.R.S.S., les nations est-européennes redoutent la menace qui pèse, à long terme, sur leur existence en tant qu'unités politiques et culturelles distinctes. L'Union Soviétique est présentée par ses dirigeants comme un modèle de relations entre les peuples³⁰. Mais la réalité de ces relations est aujourd'hui très inquiétante. L'épanouissement des nationalités non-russes dans l'État des soviets, les pre-

mières années après l'effondrement de la tyrannie tsariste, appartient à l'histoire³¹. La direction de l'État et du parti soviétique, internationaliste par ses origines ou par ses convictions, a été exterminée par Staline et remplacée par un « appareil » composé, d'une part, de Russes d'origine surtout paysanne et fortement imprégnés de nationalisme et, d'autre part, de renégats des nationalités non-russes³².

La russification a remplacé la politique de fraternité entre les peuples, pratiquée les premières années après la Révolution. Les territoires non-russes de l'Union Soviétique — par exemple, les Républiques baltes annexées en 1940 — sont submergés par une colonisation russe massive. L'assimilation des éléments ethniques non-russes est encouragée par tous les moyens. Par conséquent, ces éléments perdent graduellement du terrain au profit de la nationalité dominante. Entre les recensements soviétiques de 1926 et de 1959, le nombre de Russes vivant en dehors de la République russe d'U.R.S.S. est passé de 5 à 20,2 millions. Cette évolution est interprétée par les publications officielles

décembre 1963, et de E. KLINGMÜLLER, « Gemeinsamkeiten und Unterschiede der Wirtschaftlichen Integration in West- und Osteuropa », *Europa-Archiv*, 25 août 1966.

29. Z. BRZEZINSKI, *The Soviet Bloc - Unity and Conflict*, New York, 1962, p. 126.

30. Z. BRZEZINSKI, *The Soviet Bloc*, op. cit., p. 401-402.

31. Cf. E. LEMBERG, *Nationalismus*, vol. I : *Psychologie und Geschichte*, Reinbek bei Hamburg, 1964, p. 238-243 et passim.

32. Cf. Z. BRZEZINSKI, *Alternative*, op. cit., p. 43-44.

soviétiques comme un phénomène positif et progressif³³.

Ces faits, peu connus en Occident, traumatisent les Européens de l'Est pour qui la « coopération fraternelle » avec l'U.R.S.S. dans le cadre du COMECON et ses finalités possibles sur le plan économique et national représentent une question concrète.

Ils contribuent certainement à la vigoureuse recrudescence du nationalisme qui constitue l'un des traits essentiels de la situation actuelle en Europe de l'Est. La Roumanie présente le cas extrême de cette évolution. Ayant subi en 1940 l'amputation au profit de l'U.R.S.S. de ses provinces de Bessarabie et de Bukovine, la Roumanie se soustrait aujourd'hui avec une remarquable opiniâtreté à toutes les formes « d'intégration » pratiquées en Europe de l'Est avec la participation de l'U.R.S.S. et garde jalousement sa souveraineté. C'est probablement le traumatisme causé par la lourde perte de la substance nationale et le sentiment d'être menacés qui dictent aux dirigeants roumains actuels non seulement leur détermination à maintenir l'indépendance à l'extérieur, mais aussi leur désir d'une consolidation nationale rapide à l'intérieur, qui s'exprime dans la roumanisation forcée des minorités ethniques et, notamment, de la minorité hongroise de Transylvanie³⁴.

Dans son discours du 7 mai 1966, M. Nicolas Ceausescu, secrétaire-général du parti communiste roumain, a fait un éloge de la nation et de l'État national auquel aucun homme d'État nationaliste « bourgeois » n'hésiterait à souscrire : *L'État national*

*unitaire a été l'aspiration séculaire du peuple roumain et la conséquence logique du développement de la société... Ces derniers temps, certains théoriciens s'efforcent de propager l'opinion que les nations sont des phénomènes démodés qui, à l'époque actuelle, ne peuvent pas jouer un grand rôle dans le développement de la société... Cependant, l'histoire nous apprend que l'apparition de la nation comme une communauté humaine et le développement de la vie nationale du peuple constituent le fondement du processus social, le stade nécessaire et indispensable dans l'évolution de tous les peuples...*³⁵.

En Pologne, les « partisans », faction nationaliste au sein du parti, acquièrent de l'importance et s'emparent l'une après l'autre des positions-clés du pouvoir. Il ne serait pas difficile d'indiquer d'autres exemples de la poussée du nationalisme en Europe de l'Est. Les origines de ce phénomène sont multiples. D'une part, le réflexe de résistance au péril d'absorption par le géant soviétique joue un

33. La situation des nationalités en U.R.S.S. et l'évolution de la politique du pouvoir soviétique à leur égard ont été récemment étudiées par B. Lewytskyj dans plusieurs publications en allemand. Nous avons utilisé la traduction polonaise de son principal ouvrage sur ce sujet : *Polityka narodowościowa Z.S.S.R.* (La politique des nationalités de l'U.R.S.S.), Paris, 1966.

34. Cf. les publications récentes sur la Roumanie, D. FLOYD, *Rumania : Russia's Dissident Ally*, New York, 1965 ; G. GROSS, « Rumania : The Fruits of Autonomy », *Problems of Communism*, janvier-février 1966 ; J. F. BROWN, « Rumania pursues her same course », *The World Today*, avril 1966.

35. D'après le texte du discours de M. Ceausescu publié dans la revue *Kultura*, Paris, 7-8/1966, p. 178-185.

rôle indéniable. D'autre part, le changement de caractère sociologique des groupes dirigeants y est pour quelque chose. Les anciennes élites communistes, composées d'une intelligentsia aux fortes convictions internationalistes, ont été exterminées dans les épurations de l'époque stalinienne et remplacées par des éléments nouveaux parmi lesquels les gens d'origine paysanne représentent une proportion importante. Or, pour cette dernière catégorie, un nationalisme rudimentaire constitue la perspective fondamentale dans la vision du monde³⁶. Mais, outre ces facteurs, la stérilité actuelle du communisme avec toutes ses implications dangereuses pour les équipes dirigeantes des pays est-européens poussent ces derniers à s'identifier plus étroitement avec les traditions nationalistes qui sont censées fournir aux régimes une alternative politique et une base nouvelle.

Le réveil du nationalisme en Europe de l'Est a été applaudi dans plusieurs pays occidentaux, mais il a été salué d'une façon particulièrement chaleureuse par le gouvernement français qui le considère comme une conséquence désirable et heureuse des précédents qu'il a lui-même créés dans le monde occidental.

L'U.R.S.S. et la division de l'Europe de l'Est

Ce qui est plus intéressant, et paradoxal en apparence, c'est la bienveillance avec laquelle l'Union Soviétique traite le nationalisme en Europe de l'Est. Au lendemain de la guerre, l'extrême faiblesse des partis

communistes, dans les « Démocraties populaires » nouvellement créées — exception faite pour la Tchécoslovaquie et, dans un sens quelque peu différent, pour la Yougoslavie — imposait l'identification de ces partis avec le nationalisme afin de trouver un dénominateur commun avec les populations de ces États. Cette opération constituait, d'ailleurs, une imitation de l'amalgame du communisme avec le patriotisme russe, réalisé lors de la guerre 1941-1945, en Union Soviétique.

Selon le lieu et les circonstances, les composantes choisies de la tradition nationaliste indigène furent absorbées par les partis communistes. En Pologne et en Tchécoslovaquie, ce fut surtout la composante anti-allemande, en Roumanie, l'anti-hongroise, etc... Les années suivantes, la composante anti-sémite acquit de l'importance dans presque tous les pays est-européens.

Les spécialistes soviétiques en idéologie et en propagande ont déployé un grand effort pour glorifier « l'État national » en Europe de l'Est et pour le présenter comme une forme historique progressive. Cette action a été menée sur différents plans. Il est intéressant de signaler qu'elle a pris une intensité particulière dans le domaine de l'interprétation historique, notamment à propos de l'empire multinational des Habsbourg démembré en 1918.

L'Autriche-Hongrie, malgré tous ses défauts, fut un phénomène étatique humain,

36. Cf. Z. BRZEZINSKI, *Alternative*, op. cit., pp. 32-36 et passim.

libéral et tolérant par rapport aux « États-successeurs » — semi-fascistes ou autoritaires, à la seule exception de la Tchécoslovaquie — dans lesquels sévissaient l'oppression sociale et ethnique, la violence, l'injustice et la misère. Ce qui aurait été bénéfique pour les peuples de la région danubienne, ce n'est pas la destruction du vieil empire multinational, mais sa transformation en une fédération moderne. L'apparition du microcosme des « États nationaux » — dont la plupart furent, en réalité, comme l'Autriche-Hongrie, multinationaux — fut en fin de compte désastreuse pour les peuples danubiens. Elle signifiait, pour les uns une nouvelle domination étrangère encore plus dure, pour les autres, une position dominante et « indépendante » de courte durée.

Néanmoins, l'historiographie soviétique attribue à cette évolution une signification positive. Dans un livre publié en 1963 par l'Académie des sciences d'U.R.S.S., l'historien soviétique E. I. Roubitchteyn affirme : *Dans le feu de la révolution a eu lieu la désintégration de l'empire multinational qui fut pendant des siècles le bastion de la réaction et tint les peuples assujettis dans l'esclavage... La libération des peuples assujettis de la domination séculaire austro-hongroise et la formation des États nationaux indépendants furent incontestablement un phénomène progressif*³⁷. Au colloque international historique réuni à Poznan, du 7 au 9 mai 1964, le rapport des professeurs soviétiques W. D. Korolouk et W. M. Tourok a révélé, avec une netteté particulière, le rôle politique de l'historiographie soviétique en tant qu'in-

strument de lutte contre l'intégration, en particulier celle de l'Europe de l'Est : *La théorie de l'intégration européenne, largement répandue dans la littérature ouest-européenne et américaine, a été l'une des raisons de l'accroissement considérable de l'intérêt de l'historiographie contemporaine bourgeoise pour les problèmes de l'histoire récente des pays du bassin danubien et pour le sort de la Monarchie danubienne qui s'était désintégrée en 1918... Les théoriciens contemporains de l'intégration s'efforcent d'opposer à l'État national tirant son origine du XIX^e siècle l'État capitaliste intégré du XX^e siècle... Aux conceptions bourgeoises-intégrationnistes de l'histoire de l'Autriche-Hongrie, il faut opposer une conception marxiste de l'histoire de la Monarchie danubienne...*³⁸.

L'organisation de l'Europe de l'Est selon le modèle des « États nationaux indépendants », après la seconde Guerre mondiale, présentait un grand avantage politique pour l'Union Soviétique. Les relations entre celle-ci et les « Démocraties populaires » prirent la forme d'une multitude de contacts bilatéraux qui, au temps de Staline, ne furent que des canaux de transmission de ses ordres. La disproportion des partenaires et le caractère de l'U.R.S.S. à l'époque excluaient tout autre forme de relations.

Après la disparition de Staline, la soumission humiliante des pays est-européens à

37. E. I. ROUBITCHTEYN, *La chute de la Monarchie austro-hongroise* (en russe), Moscou, 1963, p. 387.

38. D'après le texte du rapport publié dans la revue *Przegląd Zachodni* (Revue Occidentale), Poznan, 5-6/1964, pp. 3-10.

Moscou a fait place à des rapports plus proches des relations inter-étatiques normales. Les États nationaux et les nationalismes de l'Europe de l'Est ont pris ici et là le teint anti-soviétique. Mais rien n'a changé jusqu'à maintenant dans la politique de soutien vigoureux à l'État national, suivie par l'U.R.S.S. Cela ne doit pas surprendre car Moscou n'a pas encore abandonné son aspiration à l'hégémonie en Europe de l'Est et, comme l'observe Z. Brzezinski : *Le nationalisme non seulement inspire mais aussi fragmente l'opposition est-européenne face aux Russes et aide les dirigeants soviétiques à maintenir leur domination dans cette région en recourant à l'ancien principe de « divide et impera »*³⁹. Le congrès du parti communiste hongrois, tenu à la fin de novembre et au début de décembre 1966, a fourni une illustration frappante de cette vérité lorsque M. Kadar a fait appel, sous le regard bienveillant de M. Brejnev, aux arguments et à la terminologie du révisionnisme de l'entre-deux-guerres pour attaquer « le dictat impérialiste de Trianon » et lancer une flèche contre la Roumanie⁴⁰.

Ceux qui à l'Ouest applaudissent le nationalisme en Europe de l'Est doivent comprendre qu'au fond, il facilite le maintien de l'hégémonie soviétique dans cette région. L'hégémonie soviétique prendra fin — pas pour être remplacée par une opposition hostile entre l'U.R.S.S. et les « Démocraties populaires », mais pour se transformer en un *partnership* amical et fructueux — quand une coopération étroite entre ces dernières dressera une barrière efficace à l'ingérence

soviétique et quand la tendance à l'hégémonie, relique impérialiste périmée dans la deuxième moitié du XX^e siècle, ne sera plus alimentée par la confusion et la faiblesse du microcosme des « États nationaux ».

Ce que l'Ouest doit offrir aujourd'hui à l'Europe de l'Est, ce ne sont pas des leçons de nationalisme, mais un exemple de coopération organique entre des nations autrefois ennemies. Rien ne peut mieux servir pour un tel exemple qu'une consolidation rapide de la C.E.E.

4. L'Europe pluraliste : une tâche pour la C. E. E.

Est-il réaliste de supposer que l'Union Soviétique admette un jour une consolidation économique et politique de l'espace à l'ouest de ses frontières — autre que celle synonyme d'absorption graduelle de ces pays par elle-même ? L'U.R.S.S. a toujours combattu opiniâtrement toute forme d'intégration de l'Europe et, en particulier, de l'Europe de l'Est. Le Plan Briand fut stigmatisé par Staline — devant le XVI^e congrès du parti, en juin 1930 — comme un complot de la bourgeoisie visant à une intervention contre l'État des soviets. Les essais entrepris, entre les deux guerres, par certains hommes d'État de l'Europe de l'Est afin de surmonter la « balkanisation » de cette région, furent

39. Z. BRZEZINSKI, *Alternative*, op. cit., p. 35.

40. Cf. M. TATU, « M. Kadar fait allusion aux conflits nationaux entre la Roumanie et la Hongrie », *Le Monde*, 3 décembre 1966.

attaqués par Moscou et présentés comme les desseins de l'impérialisme français destinés à renforcer le « cordon sanitaire » autour de la patrie des ouvriers et des paysans.

La fédération de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, préparée pendant leur exil londonien par le premier ministre Sikorski et par le président Benès, et vivement désirée par les populations des deux pays, ne vit jamais le jour. On peut comprendre l'opposition soviétique à ce projet puisqu'il avait été dressé par des hommes d'État « bourgeois ». Mais surprenante est — au moins à première vue — l'énergique action de Moscou contre un plan de fédération préparé, au lendemain de la guerre, par des communistes aussi renommés que Tito et Dimitrov. Réalisant le rêve de générations de révolutionnaires balkaniques, ces deux dirigeants signèrent, en janvier 1948, un accord prévoyant la fusion graduelle de leurs pays dans une union fédérale. Puis, Dimitrov alla à Bucarest pour intéresser la Roumanie à l'union future et y déclara que ses démarches visaient à une plus grande fédération de l'Europe de l'Est.

Alors, la *Pravda* du 29 janvier 1948 critiqua sévèrement Dimitrov et demanda aux gouvernements des « Démocraties populaires » de consolider les forces révolutionnaires dans leurs propres pays au lieu de s'occuper de fédérations, confédérations et unions douanières douteuses. Un veto catégorique fut communiqué aux représentants des gouvernements bulgare et yougoslave, convoqués à Moscou. Depuis, aucun effort de ce genre n'a été entrepris en Europe de l'Est ⁴¹.

Les véritables intérêts soviétiques et la solution du problème allemand

Malgré ces expériences historiques, nous ne croyons pas à un déterminisme qui pousserait toujours l'Union Soviétique à lutter contre l'union et l'indépendance de l'Europe de l'Est. Il existe une analogie que l'on ne saurait pas ignorer. L'intégration de l'Europe de l'Ouest implique pas mal d'inconvénients à court terme pour les États-Unis ; néanmoins, ceux-ci considèrent ce processus comme inéluctable et ajustent leur politique à la nouvelle réalité au lieu de la combattre.

Pourquoi, au fur et à mesure que le pragmatisme prendra le dessus sur les dogmes périmés — le début d'une telle évolution semble déjà se dessiner — l'U.R.S.S. ne devrait-elle pas suivre l'exemple des États-Unis ? L'annexion pure et simple des pays de l'Europe de l'Est, comme celle des Républiques baltes, était, en principe, possible au lendemain de la guerre. Elle ne fut pas opérée par Staline pour une combinaison de motifs d'ordre tactique. Aujourd'hui, elle est impossible sans les risques les plus graves. L'exploitation coloniale de l'Europe de l'Est fut pratiquée pendant la première décennie après la « libération » ; elle conduisit à l'explosion de 1956. Le retour à ses méthodes est impensable ; en effet, les relations économiques entre l'U.R.S.S. et les « Démocraties populaires » se sont, ces dernières années,

41. Cf. G. ZELLENTIN, op. cit., pp. 29-31, 63-65 ; Z. BRZEZINSKI, *Unity and Conflict*, op. cit., pp. 55-57, 399 ; et notre essai « Le Bloc communiste et l'intégration européenne », op. cit.

rapprochées des échanges commerciaux normaux.

Face à de telles réalités, l'opposition de l'U.R.S.S. à l'évolution de l'Europe de l'Est qui correspond le mieux aux intérêts propres de celles-ci devient très peu rentable, surtout par rapport à son coût. L'Europe de l'Est unie et maîtresse de son destin serait pour l'U.R.S.S. une partenaire beaucoup plus sûre, un trait d'union avec l'Ouest beaucoup plus utile, que l'Europe de l'Est actuelle qui est arrêtée au stade archaïque de la fragmentation par peur d'un massacre à la Budapest et où, derrière la façade officielle de l'amitié avec l'U.R.S.S., bouillonne le mécontentement et se cachent des risques de bouleversements violents. Il serait trop pessimiste de maintenir que les dirigeants soviétiques ne le reconnaîtront pas, surtout lorsque le géant chinois devient une menace aux confins asiatiques de l'U.R.S.S.

L'Ouest pourrait par des mesures appropriées précipiter tant l'éclosion d'une politique soviétique nouvelle à l'égard de l'Europe de l'Est que la cristallisation de l'objectif d'unité et d'indépendance parmi les équipes dirigeantes de cette région et la pression de l'opinion publique pour réaliser cet objectif. La condition première serait de fournir des preuves convaincantes que l'Allemagne ne sera pas, à nouveau, une menace pour l'Union Soviétique, ni pour l'Europe de l'Est. Il est hors de doute que l'absence de reconnaissance des frontières orientales de l'Allemagne par la République Fédérale et les agissements des groupements de réfugiés et de néo-nazis sur son territoire sont un puissant facteur de la

stagnation actuelle en Europe de l'Est. Étant donné que les uns y ont une peur réelle des « revanchards » tandis que les autres manipulent habilement cet épouvantail, le rejet du statu quo pourri est sérieusement entravé. Les Allemands eux-mêmes pourraient certainement faire beaucoup pour remédier à cette situation. Mais leurs partenaires de la C.E.E. pourraient, ensemble, faire davantage en avançant rapidement l'œuvre de l'intégration.

Car il est évident que le seul moyen de résoudre le problème allemand et d'éliminer, une fois pour toutes, le danger allemand est d'intégrer l'Allemagne dans un ensemble européen cohérent, économique et politique. Cette idée qui s'est depuis longtemps frayée un chemin à l'Ouest commence à se répandre aussi dans l'opinion publique de l'Est, comme le confirme d'une façon irréfutable l'immense effort de la propagande officielle pour mettre les choses sens dessus dessous et présenter l'intégration européenne comme un paravent de l'impérialisme allemand ⁴².

Il ne faut nullement exagérer les effets possibles d'une telle propagande. L'opinion publique en Europe de l'Est a une caractéristique particulière, excellemment symbolisée par une caricature parue dans l'hebdomadaire

42. *International Affairs* de Moscou et la revue bimensuelle *Przegląd Zachodni* (Revue Occidentale), Poznan, devenue ces dernières années le principal organe polonais d'analyse et de discussion de l'intégration occidentale, entre autres, fournissent une abondance d'exemples de cette propagande. Cf. aussi le livre polonais de J. ZBOROWSKI, *Kryptonim « Europa »* (Cryptonyme « Europe »), Varsovie - Poznan, 1963, interprétant l'intégration européenne comme une nouvelle forme de l'expansion allemande.

varsovien *Polityka* — un ophtalmologue furieux et désespéré crie à un client assis devant l'échelle optométrique : *Mais ne lisez donc pas entre les lignes !*⁴³ Même ceux qui, aujourd'hui, répandent le mythe de l'intégration européenne, couverture pour les revanchards allemands, le rejetteront, comme ils l'ont fait avec beaucoup d'autres, dès qu'il deviendra évident que l'intégration résiste bien aux tentatives d'érosion, dès qu'elle sortira de l'impasse pour évoluer vers *une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens* comme l'exige le Traité de Rome.

Respecter les bases socialistes de l'Europe de l'Est

L'autre mesure par laquelle l'Ouest pourrait précipiter l'évolution de l'Europe de l'Est vers l'unité et l'indépendance consisterait à admettre sans réserves, et à déclarer à chaque occasion propice, que les pays occidentaux ne visent pas à ce que l'Europe de l'Est abandonne la base socialiste de son économie et de sa société. Les dirigeants américains en ont donné de bons exemples. Dans un important discours, l'année dernière, le Secrétaire d'État Dean Rusk a déclaré : *Ce n'est pas notre dessein de renverser les gouvernements est-européens ni de rendre ces États hostiles envers l'Union Soviétique ou entre eux. Personne ne profiterait d'une Europe de l'Est qui serait à nouveau balkanisée*⁴⁴. Quelques semaines plus tard, le Président des États-Unis a dit dans un discours à New York : *Notre but n'est pas de renverser d'autres gouvernements mais d'aider les*

*peuples de l'Europe à réaliser un continent où les peuples de l'Europe orientale et occidentale travaillent ensemble côte à côte pour le bien commun. Un continent où les alliances ne se confrontent pas dans une hostilité amère mais plutôt dressent un cadre dans lequel l'Ouest et l'Est puissent agir ensemble pour assurer la sécurité de tous*⁴⁵.

Une telle attitude est indispensable, d'abord par rapport à l'Union Soviétique. Celle-ci peut un jour admettre l'unité et l'indépendance de l'Europe de l'Est si les principes essentiels de l'ordre socialiste s'y maintiennent ; le précédent yougoslave confirme la plausibilité d'une telle hypothèse. Cette évolution serait compatible avec le prestige de l'U.R.S.S. ; elle serait au fond dans son intérêt économique et politique. Par contre, la restauration du capitalisme équivaldrait à une grave défaite pour Moscou et c'est pourquoi les Soviétiques s'opposeraient avec une grande énergie à tout changement visant une telle finalité.

D'autre part, une évolution pacifique et organique de l'Europe de l'Est vers des formes économiques et politiques correspondant davantage aux aspirations de ses habitants ne peut pas se faire entièrement contre les équipes dirigeantes est-européennes. Celles-ci, poussées par les circonstances, peuvent s'accommoder d'un socialisme plus pragmatique et plus européen et, par là, précipiter sa réalisation. Mais elles emploieraient

43. *Polityka*, 31 octobre 1964.

44. Cf. *The Department of State Bulletin*, 12 septembre 1966.

45. *Ibidem*, 24 octobre 1966.

la violence face à la perspective d'un changement complet du système, menaçant leurs privilèges et leur sécurité. Or, la violence doit être épargnée à l'Europe de l'Est.

La politique de l'Ouest à l'égard de l'Europe de l'Est doit être basée sur l'hypothèse du maintien du socialisme dans cette région, surtout par considération pour ses habitants. Il est évident pour les observateurs attentifs que les Européens de l'Est s'opposent aux régimes actuels non parce qu'ils désirent la restauration du capitalisme mais parce qu'ils veulent acquérir la liberté et la prospérité dans l'ordre socialiste. Les expériences historiques de l'Europe de l'Est avec le capitalisme ne sont pas bonnes ; elles s'associent avec une exploitation étrangère de type semi-colonial, avec le chômage, la misère et le sous-développement⁴⁶. Les enquêtes sociologiques, conduites pendant le « Dégel » parmi les étudiants des dix établissements d'enseignement supérieur de la capitale polonaise ont apporté des résultats extrêmement significatifs. A la question : *Vous considérez-vous comme marxiste ?*, seulement 1,8 % des étudiants interrogés répondirent *définitivement oui* et 11,4 % *plutôt oui*. Cependant, 24,6 % choisirent la réponse *définitivement oui* et 44,7 % *plutôt oui* à la question : *Voudriez-vous que le monde progresse vers une forme de socialisme ?*⁴⁷ Avec une netteté qui ne laisse rien à désirer, les étudiants polonais ont donc fait une distinction entre le totalitarisme régnant actuellement dans leur pays, identifié au marxisme, et le socialisme, en se déclarant contre le premier et pour le second.

Le rôle actif de la C.E.E.

Les paragraphes précédents ne signifient pas que nous souscrivons à l'idée que l'Ouest doit considérer la situation intérieure des pays est-européens comme une affaire appartenant exclusivement à leurs gouvernements. Au contraire, nous pensons que l'Ouest devrait consciemment favoriser, par une politique généreuse et à longue vue, la démocratisation du socialisme en Europe de l'Est, processus qui ne peut qu'aider un rapprochement entre les deux moitiés du Vieux Continent.

La contribution essentielle de l'Ouest à l'indépendance de l'Europe de l'Est avec toutes ses conséquences bénéfiques devrait consister à intensifier les relations économiques avec cette région. Un rôle tout à fait particulier revient dans ce domaine à la C.E.E. : sa part, dans le commerce extérieur de la Roumanie avec les pays non-communistes, atteint 50 %, dans celui de la Hongrie 40 %, dans celui de la Tchécoslovaquie et de la Pologne 25 %.

On souligne souvent, ces derniers temps, un rapide accroissement des échanges entre la C.E.E. et l'Europe de l'Est. C'est un phénomène réjouissant mais qui, pour être pleinement apprécié, demande quelques commentaires. L'accroissement est impressionnant seulement en termes relatifs : par rapport au

46. Cf. Z. BRZBZINSKI, *The Soviet Bloc*, op. cit., p. 404.

47. Cf. *Nowa Kultura*, Varsovie, 41/1958. Les auteurs de l'enquête en ont résumé les résultats pour les lecteurs occidentaux dans *Esprit*, novembre 1958.

point de départ situé à un niveau extrêmement bas. Si l'on considère que la participation du Bloc soviétique tout entier au commerce extérieur de la C.E.E. — les échanges intra-communautaires exclus ! — dépasse à peine 6 %, on réalise, mieux que par n'importe quel autre exemple, la profondeur du fossé qui sépare les deux moitiés de l'Europe et l'immensité de l'effort à faire pour le combler.

Ensuite, les exportations des pays est-européens vers la Communauté consistent, dans une très large mesure, en des produits alimentaires, ce qui rendra leur accroissement futur très difficile si un changement radical des règlements agricoles de la C.E.E. n'intervient pas. Enfin, il faut observer que les échanges entre la Pologne et la C.E.E. ont subi, ces dernières années, un recul relatif accentuant ainsi la séparation d'avec l'Ouest de la « Démocratie populaire » la plus importante⁴⁸.

Dans une telle situation, il est réconfortant que les dirigeants de la C.E.E. apprécient l'importance du développement des échanges avec les pays est-européens et envisagent les mesures et les ajustements que la Communauté devrait entreprendre pour contribuer à la réalisation de ce but. L'important discours sur les relations Est-Ouest, prononcé le 25 février 1967, par M. Jean Rey à la Table Ronde de la Ligue Européenne de Coopération Économique, en fournit une preuve.

Mais l'influence de l'intégration ouest-européenne sur l'Europe de l'Est ne se limite pas au domaine économique. Comme nous l'avons signalé plus haut, la création et le

progrès de la C.E.E. ont profondément marqué le climat psychologique, intellectuel et politique dans la partie orientale du Vieux Continent. La C.E.E. y est devenue le catalyseur de tendance d'une portée incalculable. Cependant, il nous semble que les aspects non-économiques, ou non-commerciaux, des relations avec l'Europe de l'Est ne trouvent pas dans les services de la Commission de la C.E.E. l'appréciation qu'ils méritent. Nous ne sommes pas seuls à avoir cette impression. Le professeur Z. Brzezinski, qui participe actuellement à l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis, déplore *une absence singulière de planification politique à long terme dans le Marché commun à l'égard du problème est-européen*⁴⁹ et fait ensuite la proposition suivante : *La création d'un bureau, ayant la responsabilité d'analyser les implications à long terme pour l'Europe de l'Est du développement économique ouest-européen, devrait être entreprise sans retard, avant que le Marché commun soit en mesure de dessiner la politique commerciale commune. La mise en place d'un tel personnel*

48. Cf. *Rynki Zagraniczne* (Les Marchés Extérieurs), Varsovie, 23 mai 1964, et *Zycie Gospodarcze* (Vie économique), Varsovie, 18 août 1963. A propos des relations commerciales entre la C.E.E. et les pays est-européens, cf. R. SANNWALD, *op. cit.*, et C. A. EHRHARDT, *op. cit.*, ainsi que le livre de J. P. DE GARA, *Trade Relations between the Common Market and the Eastern Bloc*, Bruges, 1964, et les articles récents intéressants : J. WILLMANN, « Grundsatzfragen des Ost-West Handels », *Europa-Archiv*, 10 janvier 1965 ; A. MUNCHMEYER, « Ausweitung des Osthandels - aber wie ? », *Aussenpolitik*, juillet 1965 ; M. FRITZ, « Möglichkeiten und Grenzen des Ost-West Handels », *Europa-Archiv*, 25 juillet 1966

*politique serait d'une grande valeur pour l'association de la future politique commerciale commune à des buts politiques souhaitables*⁵⁰.

Les pouvoirs de la C.E.E. sont aujourd'hui limités. Ils seront étendus demain, car cela est exigé non seulement par les Traités, mais encore par la logique de l'histoire. En attendant le jour où la Commission représentera une Europe de l'Ouest cohérente vis-à-vis de la moitié orientale du Continent, on aimerait qu'elle devienne le centre d'études

approfondies des réactions multiples que la C.E.E. provoque en Europe de l'Est. De telles études contribueraient à ce que la Commission réagisse d'une façon appropriée à l'évolution future des pays est-européens et, peut-être, à ce qu'elle les aide à réaliser leurs désirs d'union, d'indépendance et de rapprochement avec l'Ouest.

49. Z. BRZEZINSKI, *Alternative*, op. cit., p. 70.

50. Ibidem, p. 164.

